



Faire compter l'année « des bonnes pratiques » du Processus de Kimberley : moins d'autocongratulation, plus d'efforts honnêtes et sérieux pour relever la barre

Réunion intersessionnelle du Processus de Kimberley

Remarques de clôture de la Coalition de la société civile

16 mai 2025

Dubaï, Émirats arabes unis

Son Excellence, Safeya Hashem Al Safi, sous-secrétaire adjointe pour le secteur du contrôle commercial et de la gouvernance, Émirats arabes unis,
Honorable Ahmed Bin Sulayem, président du Processus de Kimberley,
Mme Ferriel Zerouki, présidente du Conseil mondial du diamant,
Présidents des groupes de travail et des comités du Processus de Kimberley,
M. Bojun Tang, secrétaire exécutif du Processus de Kimberley
Mesdames et Messieurs les invités, en vos qualités respectives,
En respect de tous les protocoles.

Reconnaître les préjudices causés aux communautés touchées par les diamants et en assumer la responsabilité

Au nom de la coalition de la société civile, je voudrais exprimer notre profonde gratitude aux autorités des Émirats arabes unis, au président du Processus de Kimberley (PK), l'honorable Ahmed Bin Sulayem, et à son équipe dévouée. Nous vous remercions pour votre aimable hospitalité tout au long de la semaine. Ces souvenirs resteront à jamais dans nos cœurs.

Nous souhaitons également remercier tous les participants et observateurs du PK pour l'intérêt qu'ils ont porté à notre documentaire *[Beyond Shining Illusions – Au-delà des brillantes illusions](#)*, qui a été projeté le soir du premier jour de cette intersession lors d'une session parallèle. Nous sommes heureux de constater que ce documentaire a suscité des réactions et nous félicitons l'ouverture d'esprit démontrée pour discuter des défis auxquels est aujourd'hui confrontée la chaîne d'approvisionnement en diamants au sens large. Nous invitons en outre tous les participants et observateurs du PK à poursuivre un dialogue constructif et axé sur la recherche de solutions lors d'un séminaire en ligne que la Coalition de la société civile organisera au mois de juin.

Il est du devoir du Processus de Kimberley de répondre aux urgentes questions soulevées dans le documentaire – les violations des droits humains, la dégradation de l'environnement et l'absence de retombées socio-économiques pour les communautés touchées par l'exploitation

des diamants. Il ne s'agit pas de perceptions subjectives, mais de dures réalités vécues par les communautés affectées par les diamants et dont les consommateurs se soucient.

La caractéristique distinctive des diamants naturels devrait être leur contribution aux moyens de subsistance et à la dignité des communautés minières.

Après la projection du documentaire de la Coalition, le président du PK a présenté une courte vidéo sur les diamants synthétiques. Ceci devrait susciter une prise de conscience chez chacun d'entre nous. Les diamants naturels sont très importants, car les moyens de subsistance de millions de personnes et les économies de nombreux pays en dépendent. Il est impératif de s'attaquer aux dommages causés par l'extraction de diamants sur les communautés concernées. Les consommateurs seraient rassurés que des solutions à ces problèmes soient activement recherchées. Le Processus de Kimberley doit prendre des mesures pour faire en sorte que les communautés touchées par l'exploitation des diamants ne soient plus laissées pour compte.

Nous avons observé une tendance persistante à pointer du doigt les difficultés rencontrées dans d'autres chaînes d'approvisionnement, au lieu de procéder à des auto-évaluations honnêtes. Le moment est venu pour le Processus de Kimberley de cesser de se féliciter de ses réalisations passées et de commencer à faire face à ce qui est nécessaire aujourd'hui.

Le PK peut et doit faire mieux.

La Coalition de la société civile quitte cette réunion intersessionnelle avec des préoccupations en suspens. Nous arrivons bientôt à la fin du troisième cycle de révision et de réforme du Processus de Kimberley, et il est clair que l'objectif est encore loin d'être atteint.

Pas d'approvisionnement et de commerce responsables sans une définition plus large des diamants de conflits

Les propositions visant à actualiser la définition des diamants de conflits ne tiennent, selon nous, toujours pas compte des conflits actuels et de l'impact direct de l'extraction de diamants sur les communautés locales. Pour être crédible, le PK doit nommer les acteurs et condamner les actions qui perpétuent les conflits liés aux diamants. Toute définition révisée devrait être renforcée par une référence à la Déclaration sur les principes pour un approvisionnement responsable en diamants – *Frame 7 ou Cadre 7* - dans son intégralité. Nous pensons également que l'assistance technique est essentielle pour aider les participants à faire face à ces situations de diamants de conflits.

Ce que les bonnes pratiques devraient réellement signifier pour le Processus de Kimberley : un engagement à relever les normes, et non la complaisance

La présidence du PK a baptisé l'année 2025 "année des meilleures pratiques" pour le Processus de Kimberley. Cette semaine, nous avons entendu beaucoup de choses être qualifiées de bonnes pratiques. Mais la meilleure pratique n'est pas ce que le PK incarne actuellement - il y a tout simplement trop de lacunes.

Une véritable bonne pratique consisterait à placer les droits des communautés, la protection de l'environnement et le développement socio-économique au cœur du système de certification du Processus de Kimberley. Ne diluons pas les responsabilités du PK, mais mettons plutôt la barre

plus haut. Pour citer notre collègue Abu Brima : "Si mieux est possible, alors bien n'est pas assez bien".

Les meilleures pratiques que la Coalition de la société civile souhaite voir mises en œuvre sont les suivantes :

- **Un examen sérieux par les pairs et une surveillance renforcée.** Beaucoup trop de visites d'évaluation sont en retard, les rapports ne sont pas publiés et les recommandations ne sont pas prises en compte.
- **Une honnête reconnaissance des limites.** Le Processus de Kimberley doit être ouvert aux enseignements tirés d'autres mécanismes similaires afin de remédier à ses lacunes.
- **Transparence maximale.** Nous saluons les efforts déployés pour améliorer la visualisation des statistiques du PK sur le site web du PK. Ceci est un pas en avant.
- **Une traçabilité renforcée.** Il est nécessaire de permettre et faciliter une diligence raisonnable en suivant et en contrôlant le parcours des pierres.
- **Une mise en œuvre de la structure tripartite du PK au niveau national.**

Si cette année est effectivement "l'année des meilleures pratiques", nous devons assister à un véritable changement de comportements et à un niveau d'ambitions beaucoup plus élevé.

Mettre en place une gouvernance responsable du diamant en République centrafricaine

La mise en œuvre concrète des exigences du Processus de Kimberley en République centrafricaine a été discutée cette semaine. En novembre 2024, l'embargo sur les diamants centrafricains a été levé sous conditions d'une vigilance renforcée. La Coalition de la société civile a suivi avec beaucoup d'attention le rapport des autorités centrafricaines sur les mesures prises pour une reprise conforme des exportations de diamants.

La Coalition a fait part de ses préoccupations concernant les cas signalés d'abus des droits humains par les forces armées de l'État dans la zone minière de Ziki. Nous prenons note de la réponse des autorités de la République centrafricaine et des mesures annoncées pour tenir pour responsable et condamner les auteurs.

Nous encourageons les autorités centrafricaines et le PK à ne pas considérer la levée de l'embargo comme une fin en soi ou une victoire, mais plutôt comme une opportunité de construire une feuille de route solide pour éradiquer la fraude et la contrebande, assurer la protection des communautés locales et améliorer la traçabilité grâce à des contrôles internes rigoureux.

Nous appelons également la RCA à maintenir et à renforcer un dialogue ouvert et transparent avec les participants et les observateurs du Processus de Kimberley et à préserver l'espace civique afin de garantir une gouvernance inclusive et responsable des diamants.

Le Processus de Kimberley offre une plateforme unique pour l'apprentissage mutuel et la coopération technique. Nous invitons les participants à saisir les nombreuses occasions de réaliser des progrès significatifs et mesurables.

Je vous remercie de votre attention.

Jaff Bamenjo
Coordinateur du CSC du PK